Chercheur à la croisée des demandes : une expérience de recherche particulière

Catherine Quiminal

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/apad/2223>

DOI : 10.4000/apad.2223

ISSN : 1950-6929

Éditeur

LIT Verlag

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 1994

Référence électronique

Catherine Quiminal, « Chercheur à la croisée des demandes : une expérience de recherche particulière », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 7 | 1994, mis en ligne le 13 décembre 2007, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/apad/2223> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.2223>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Bulletin de l'APAD

Chercheur à la croisée des demandes : une expérience de recherche particulière

Catherine Quiminal

- 1 L'aventure a commencé, pourquoi ne pas le rappeler, par un rapport militant avec quelques immigrés originaires d'Afrique, engagés dans la lutte pour l'égalité des droits. Les objectifs communs étaient alors des objectifs d'intégration, ce qui n'a rien d'étonnant dans un pays comme la France qui ne conçoit ses migrants qu'assimilés ou exclus, invisibles ou marginaux, simple force de travail, non-citoyens.
- 2 Cette tentative a échoué et chacun est retourné à sa place. Moi à celle de chercheuse, les immigrés dans leur communauté, en l'occurrence celle des Soninké.
- 3 Mais cette place "naturelle", "normale", personne ne s'était chargé de nous la garder, ni du côté de la communauté scientifique en ce qui me concerne, ni du côté de la communauté villageoise en ce qui concerne ces migrants turbulents. Pour les anthropologues, les immigrés n'étaient ni un sujet consacré, ni un sujet suffisamment exotique pour retenir l'attention ; quant aux immigrés, ils avaient quelque peu bousculé les hiérarchies, classés comme "jeunes", quelque soit leur âge, par les anciens, leur parole avait peu de poids.
- 4 C'est au regard d'une telle situation qu'un réajustement de positions eut lieu. Il s'agissait pour les migrants comme pour moi de passer d'un lien "politique" à un lien fondé sur un désir commun de connaissance et de compréhension d'une nouvelle conjoncture. Les migrants, personnages ambivalents, utopiques dans tous les sens du terme, étaient à la recherche d'une redéfinition identitaire, d'un nouveau lien tant avec leur communauté en France qu'avec leur village, condition d'une reprise d'initiatives.
- 5 Les questions touchant au développement peuvent apparaître étrangères à ces préoccupations. Moi-même je n'étais pas du tout dans l'idée que j'allais toucher aux choses du développement.

- 6 Or, vers la fin des années 1970, commence pour les migrants originaires de la Vallée du fleuve Sénégal, ce processus désormais connu, de restructuration des liens avec leur village. Les ressortissants en France originaires d'un même village se regroupent en associations à des fins d'intervention collective dans les villages du Mali, du Sénégal, de la Mauritanie (il existe aujourd'hui plus de 400 associations de ce type déclarées, association loi 1901). Ces associations visent à intervenir sur le système mis en place depuis déjà longtemps. Système qui permet à l'économie familiale de perdurer et qui articule agriculture vivrière d'autosubsistance et envoi d'argent des migrants.
- 7 Le projet commun consistera, à la demande de trois leaders d'associations, à mettre en évidence les logiques à l'œuvre dans les associations en France et face aux initiatives des émigrés dans les villages.
- 8 Au delà de ce projet commun de connaissance les enjeux n'étaient pas les mêmes pour moi et pour les dirigeants d'association. Pour ces derniers il s'agissait de comprendre les obstacles à leurs initiatives, les conflits, résistances qu'elles suscitaient afin de les surmonter. Ils étaient partie prenante de la situation à analyser. Je leur donnais certains outils d'analyse, un regard extérieur. Ils me permettaient d'avoir accès à des informations auxquelles je ne pouvais prétendre en situation d'extériorité.
- 9 Nos positions respectives seront à renégocier à chaque étape de la recherche, l'échange donnant lieu bien évidemment à une instrumentation réciproque au-delà des intérêts des uns et des autres pourtant clairement définis au départ ¹.
- 10 Les principales étapes de cet échange ont été les suivantes.
- 11 Dans un premier temps nous avons sélectionné huit projets sur la base de plusieurs critères : diversité des objectifs visés (infrastructures - école, dispensaire, puits - projet agricole - avec retour de migrants ou sans retour), nature des difficultés rencontrées (conflits à propos de terre, non fréquentation d'un dispensaire, d'une école...), type d'association à l'initiative des projets : structure, modalités de fonctionnement.
- 12 Nos enquêtes se sont déroulées aussi bien en France auprès des associations que dans les villages où se développaient les projets. Peu à peu sur la base de nos premiers travaux, l'entreprise a fait tache d'huile. Des textes écrits ont circulé dans les foyers, dans les villages. Ils ont donné lieu à des discussions, des critiques. En France des réunions d'échange d'information, de réflexion ont regroupé plus de 30 associations, donnant naissance à une structure de coordination (Ici et Là-bas).
- 13 Enfin, dix ans plus tard, les migrants appuyés par l'Institut Panos organisent un colloque à l'issue duquel ils se constituent en réseau d'associations pour le développement de la Vallée du fleuve Sénégal. Ce réseau fonctionne en relation avec quelques chercheurs, médecins, ingénieurs, très peu au regard de l'événement qu'une telle entreprise constitue. Cette structure assez exceptionnelle donne accès à des terrains complexes certes mais d'une richesse incroyable pour qui s'intéresse aux changements sociaux.

Les connaissances produites

- 14 De tels terrains ne sont pas sans comporter des difficultés. Au delà des apparences d'unité de l'objet de recherche : une même région, une même "ethnie", une volonté commune à chaque association d'intervenir sur les points de crise que traversent les villages, le phénomène associatif massivement répété, le fait que les initiatives proviennent toutes de migrants vivant dans le même pays d'accueil, la France, on se trouve néanmoins face à des situations d'une grande diversité, face à des groupes

sociaux confrontés à des changements très rapides (le regroupement familial est un exemple des changements dont les associations mais aussi le chercheur doivent tenir compte).

- 15 Doivent être pris en considération l'histoire de la migration dans chaque village, l'histoire de la constitution de l'association, l'histoire du village, sa taille, le nombre de migrants, sa place dans la région...
- 16 Est-ce à dire qu'aucune constante ne peut-être dégagée de cette diversité ? Certainement pas, les situations sont multiples mais les figures ne sont pas en nombre infini. Il est impossible dans le cadre de ce travail d'en faire un bilan exhaustif. Nous nous contenterons d'en mettre quelques-unes en évidence en privilégiant celles qui intéressent conjointement la recherche scientifique et les initiateurs de projets. Elles concernent les logiques, les stratégies à l'œuvre face aux initiatives des émigrés dans la communauté d'origine, les rapports entre desseins individuels et desseins collectifs au sein des associations.
- 17 Chacune à leur manière les associations sont à la recherche d'une nouvelle articulation entre les deux espaces auxquels elles appartiennent, sur lesquels elles opèrent, celui de l'agriculture familiale et celui du salariat. Nouvelle articulation grâce à laquelle les fils salariés ne seraient plus les simples bailleurs de fonds des pères agriculteurs. Elles visent une utilisation, sinon plus rationnelle du moins maîtrisée, de leur épargne, d'un transfert de connaissances et de normes de consommation acquises en France. En bref une "rentabilisation" économique, symbolique, politique, plus efficace de leur séjour en France.
- 18 Pour ce faire elles constituent le village et non plus seulement la famille en interlocuteur. Ce point est d'une importance capitale dans la mesure où l'agriculture dans la région est un mode de production familial qui repose sur la dépendance des cadets par rapport aux aînés. Ce détour permet une "transition" en douceur. Il facilite, ou plus exactement déplace le lieu des négociations afin que les transferts d'argent, pour une part au moins, servent à modifier le système de reproduction économique. Quelle que soit leur nature, coopérative d'achat, dispensaire, école, périmètres irrigués, voire aujourd'hui des projets plus ambitieux regroupant plusieurs villages, ces projets nécessitent un accord des pouvoirs locaux, une mobilisation des villageois, de nouvelles structures et hiérarchies. Ils influent sur les stratégies paysannes.
- 19 À comprendre, analyser les obstacles auxquels ils se heurtent, les conflits qu'ils suscitent, les habitudes qu'ils bousculent, les dynamiques qu'ils impulsent, les nouveaux savoirs faire qu'ils exigent, les émigrés par le biais de leurs associations en sont venus à reconsidérer leurs projets. Ils tentent de rompre avec l'idée imposée par les anciens du village et véhiculée par certaine conception du développement selon laquelle seule l'auto-subsistance, ou l'agriculture vivrière sont une solution, conception maintenant leur dépendance par rapport au chef de famille. Ils tentent également de prendre en compte le fait qu'ils œuvrent au sein d'une société globale, elle-même intégrée dans l'économie marchande internationale. Ils sont dès lors à la recherche des modalités de reconstruction d'une dynamique d'intégration.
- 20 Ils tentent par leurs initiatives d'inverser une tendance forte qui, à terme, condamne le village : de moins en moins de paysans, de plus en plus de salariés à l'étranger. A cette fin, il leur faut également abandonner un certain nombre de schémas du type champ collectif, idéal du micro-projet, pour inventer des projets ne préjugant pas des modalités d'appropriation par les paysans. Ils réfléchissent par exemple sur la base de

regroupement de plusieurs villages, à comment maîtriser les problèmes de l'eau dans telle région.

- 21 Conscients de ce que les ressources de l'émigration ne sont pas inépuisables, ils sont à la recherche d'activités dont le produit procure des revenus monétaires sur place. Il s'agit pour les associations en question de stratégies de survie et de fixation des populations locales selon un processus qui vise à articuler production vivrière et production marchande à partir d'une accumulation faite en France mais tendant à permettre au système local de s'en dégager à moyen terme. Il s'agit également de trouver de nouvelles articulations entre activités agricoles et activités industrielles. Ces dernières servant de conditions et de prolongement aux premières, qu'il s'agisse de grands projets fédérant et associant plusieurs villages ou du développement de petites industries autour des activités agricoles. Une orientation qui en vaut bien d'autres et qui a l'avantage de rester ouverte. Les associations fonctionnent beaucoup par essais et erreurs.
- 22 Une des conditions désormais reconnue pour que les projets prennent corps est qu'ils se présentent comme relativement ouverts de manière à ce que les différents protagonistes dans les villages puissent y trouver leur place. Les initiatives dont sont porteurs les migrants introduisent des changements considérables dans l'ordre familial et villageois : nouvelles hiérarchies, nouveaux rapports sociaux, nouvel abord du marché, introduction du travail salarié. Elles mettent à l'épreuve les capacités de négociation de ces fils éloignés, presque étrangers. Une des conditions d'acceptation d'un projet est que chacun puisse y trouver son intérêt, y satisfaire certaines de ses ambitions et en même temps que cette satisfaction dépende de l'existence, de la réalisation du projet global. Ce dernier doit permettre de faire jouer les différences en les canalisant. Un tel processus a en outre l'intérêt de débrider les imaginations trop souvent crispées autour des propositions pauvres faites par les ONG : puits, périmètres irrigués, coopératives...

Le chercheur comme expert médiateur

- 23 Face à des entreprises d'une telle richesse, à peine esquissée dans ce texte ², on ne peut que s'interroger sur le processus de marginalisation, d'exclusion de ces acteurs du développement par les institutions soucieuses du développement.
- 24 En effet, les difficultés que les migrants rencontrent dans leur village à faire accepter leurs initiatives ne sont rien face à l'impossibilité de se voir reconnaître comme acteurs du développement à part entière, que ce soit par les États ou par tout autre bailleur de fonds.
- 25 Les projets dont nous avons parlé sont au départ financés par les migrants eux-mêmes, grâce à des cotisations importantes. En prenant de l'ampleur, la question du recours à des financements extérieurs se pose pour eux. Or au delà du fait que le chercheur a une plus grande aisance dans le maniement du discours, les bailleurs de fonds refusent presque systématiquement ne serait-ce que de rencontrer les associations de migrants. C'est après avoir essuyé de nombreux refus qu'intervient la demande faite par les responsables de projets au chercheur de se transformer en médiateur expert.
- 26 Je définirais l'expert par rapport au chercheur de la manière suivante : le chercheur met en lumière l'ensemble des contraintes, politiques, économiques et sociales, les mécanismes, les contradictions propres à tel ou tel groupe social ; l'expert est celui qui,

compte tenu de ces mécanismes, contraintes, malgré et avec eux, est capable de préciser les lieux, les modalités d'intervention possibles.

- 27 Rapports de recherches, textes, livre, ayant été publiés, je fus convoquée en haut lieu afin de dire en quoi les projets étaient fiables, possibles. Or une des premières conditions pour appuyer réellement ces projets et non les assister ou les diriger c'est-à-dire les transformer en autre chose qu'ils ne sont, consiste à reconnaître les migrants engagés financièrement et subjectivement comme des acteurs privilégiés, endogènes aux deux situations Nord/Sud. Les reconnaître en respectant les rythmes et les dynamiques qui leur sont propres, les processus par eux imaginés. Cette condition, assortie d'un certain nombre de critères permettant d'apprécier le sérieux des propositions, n'est jamais entendue : les migrants sont des immigrés, c'est-à-dire des travailleurs non qualifiés, des éboueurs ou des balayeurs des rues. "Ils peuvent tout juste avoir appris d'où vient le vent dans la rue qu'ils balayent". Trois expériences sont à cet égard significatives.
- 28 Dans un premier temps, le Ministère de la Coopération estime que les associations pour le développement constituées par des immigrés sont un phénomène marginal, puis face à la floraison d'associations, une enquête quantitative ayant été faite par Ch. Daum l'argument change : il s'agit d'opportunisme, tout le monde fonde des associations pour être subventionné. Enfin, après de multiples démarches, le Ministère se montre intéressé par les projets des migrants mais ne veut surtout pas avoir affaire avec des immigrés. Ces derniers doivent afficher clairement leur volonté de retour et sur place la coopération pourra éventuellement intervenir. Or les projets reposent sur la noria entre les deux espaces, nécessaire aux transferts des connaissances, de l'argent Les conseils prodigués sont alors de s'adresser au Ministère des affaires sociales.
- 29 Plus réceptif, ce dernier finance une partie du colloque organisé par le réseau dont nous avons parlé plus haut. Il en finance la publication des actes. Pourtant après plusieurs réunions avec le réseau, il en refuse les propositions pour les motifs suivants : "La médiation d'ONG française est indispensable. Elle garantit une fonction essentielle : l'appui à l'organisation du mouvement associatif. La relation de partenariat ne doit pas être ambiguë : le cofinancement est attribué parce qu'il y a action de solidarité d'un acteur français associatif ou territorial à un partenaire porteur du projet ressortissant local".
- 30 En clair, pour un ministère les migrants ne sont pas assez maliens ou sénégalais, pour l'autre pas assez français. Ce qui aurait pu être considéré comme un atout : être en intériorité dans deux situations est érigé en handicap. La situation est inversée. Par ailleurs, des tentatives de capter l'épargne des immigrés seront faites. L'argent des immigrés intéresse, pas les immigrés.
- 31 Enfin troisième expérience, à l'initiative de l'OMI de Bamako, de la Coopération française et du Ministère des Maliens de l'extérieur est organisé à Kayes (Mali) une réunion de réflexion sur les projets des immigrés dans la Région de Kayes. Seuls les anciens migrants de retour au pays et impliqués dans un projet de développement y seront convoqués. Quelques migrants en vacances s'y rendront Un grand nombre d'idées sont émises, il semble même à certain moment que le développement de la région de Kayes dépende des investissements des immigrés. Autorités maliennes et françaises se mettent d'accord sur leur importance et semblent décidés à les appuyer largement Une condition cependant est mise qui fera avorter toute possibilité d'avenir de la conférence. Les projets doivent accueillir et encourager le retour des déboutés du

droit d'asile. Ces derniers auront leur billet d'avion payé plus mille francs en France et de quoi payer leur billet de train jusqu'à Kayes une fois qu'ils seront au Mali. Résultat : quelques migrants en mal du pays se sont fait offrir un séjour !

- 32 Les projets des migrants n'intéressent les bailleurs de fonds que dans la mesure où ils sont l'occasion de se débarrasser des immigrés. A croire que dans la définition même de l'immigré soit contenue celle de son exclusion, ni citoyen de la Communauté Européenne, plus paysan, on ne peut le situer, et ce d'autant moins qu'un processus de reconnaissance est perçu comme confortant la pression des flux migratoires. De ces trois exemples on peut tirer quelques conclusions.
- 33 L'expert sert en dernière analyse, c'est là une banalité, à appliquer une politique. L'expert de la Banque Mondiale mais tout autant le chercheur qui devient expert, fait d'une certaine manière des choix quant aux alternatives possibles. Son expertise repose sur une orientation globale. S'il choisit de privilégier des expériences novatrices, ne rentrant pas dans le cadre des politiques du développement, il est sûr qu'il se heurtera à ces politiques. Tout n'est cependant pas impossible. Les interlocuteurs, les bailleurs de fonds, les politiques, ont leurs propres contradictions, leurs propres impasses. La difficulté consiste alors à trouver les failles.
- 34 Le processus d'exclusion des migrants comme interlocuteurs en ce qui concerne les problèmes de développement nous amène à interroger un thème fort à la mode, celui de "la mobilisation des paysans". Qu'entendent les développeurs lorsqu'ils invoquent une telle mobilisation ? Le développement semble-il viendrait de l'extérieur, contre le sous-développement indigène. C'est cette extériorité qui permettrait le changement, le développement.
- 35 Tout "développé" se transformant en développeur ne devient-il pas un troubleur dans ce jeu d'intériorité/extériorité ?
-

NOTES

1. Pour des exemples précis cf. Journal des Anthropologues, "Le partenariat", n° 47, "Compagnons de réflexion", C. Quiminal.

2. Pour de plus amples informations cf. in Conférence OCDE "Coopération et migration", Madrid, mars 1993. C. Quiminal "Les projets de développement des migrants de la Vallée du fleuve Sénégal".